

LES GUERRES CIVILES

Jean-Pierre Derriennic

PRESSES DE SCIENCES PO

Jean-Pierre Derriennic

Les guerres civiles

2001



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

Les guerres civiles ne sont aujourd'hui ni plus fréquentes ni plus meurtrières que dans le passé. Elles nous préoccupent davantage car la paix dépend de leur contrôle. L'auteur établit une typologie de ces conflits, distinguant guerres civiles partisans, conflits entre groupes socio-économiques et guerres identitaires dont il analyse les facteurs, l'histoire et les modes de résolution.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724681079

ISBN papier : 9782724608496

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

Préface (Pierre Hassner)

Introduction

Chapitre 1. Les guerres partisans

Les idéologies de guerre civile

Les trois grandes périodes de guerres partisans

L'avenir des guerres partisans

Chapitre 2. Les guerres socio-économiques

L'esclavage et la propriété

Les entreprises violentes à objectifs économiques

L'avenir des guerres socio-économiques

Chapitre 3. Les guerres identitaires

Frontières sociales et risques de violence

La polarisation des conflits identitaires

Les enjeux des conflits identitaires

Les conflits entre nationalismes

L'avenir des conflits identitaires

Chapitre 4. Les déterminants sociaux de la violence

L'influence des régimes démographiques

L'influence de la mortalité naturelle

Les conséquences de la pauvreté et de la richesse

Les conséquences des techniques modernes

L'influence des conceptions de la justice

Tendances lourdes et variations conjoncturelles

Chapitre 5. Les forces armées dans les guerres civiles

Le monopole des armes les plus puissantes

Les armées régulières et le risque de guerre civile

Guerres conventionnelles et guérillas

Guérillas et terrorismes

Les guerres de milices

Chapitre 6. Les institutions politiques et le maintien de la paix civile

Le gouvernement par la loi

Le pluralisme politique

Démocratie, égalité et inégalités

Démocratie et polarisation des conflits

La différenciation institutionnelle : régimes parlementaires et présidentiels

La différenciation institutionnelle : les États fédéraux

Chapitre 7. La société internationale et le contrôle des guerres civiles

L'impossible prévention

Les interventions bienveillantes

Empêcher l'extension d'une guerre et aider les victimes

Mettre fin à une guerre en séparant les adversaires

Les séparations impossibles

La victoire et la réconciliation

Conclusion. L'avenir des guerres civiles

Préface

Pierre Hassner

Pendant l'année universitaire 1965-1966, Raymond Aron donnait un séminaire de théorie des relations internationales à Sciences Po, secondé par Jean-Claude Casanova et moi-même. Un jour, un étudiant, qui jusque-là était resté silencieux, présenta un exposé qui nous frappa tous les trois par sa densité, sa rigueur, sa sobriété, son émotion contenue, sur les interventions militaires. Deux phrases me sont restées, l'une sur la valeur différente attachée par les grandes puissances à la vie de leurs nationaux et à celle des autres humains, en particulier ceux du Tiers Monde. L'autre, celle de Raymond Aron, reprenant après un silence : « J'aime beaucoup votre exposé. » De là datent à la fois une réflexion qui, trente-cinq ans après, aboutit à ce livre et un lien personnel et intellectuel entre Jean-Pierre Derriennic et moi qui aboutit à cette préface.

Entre-temps, bien des choses se sont passées : un doctorat d'État, soutenu brillamment sous la direction de Raymond Aron, avec une thèse malheureusement non publiée qui constitue une reconstruction rigoureuse, à un niveau élevé d'abstraction de la théorie des relations internationales. Un travail empirique sur les guerres du Moyen-Orient. Un départ pour le Québec, aboutissant, à la surprise générale, à une expatriation qui dure depuis un quart de siècle. Un long silence entrecoupé d'échos sur l'excellence de son enseignement, de brefs articles ou travaux non publiés sur les Balkans ou sur les statistiques des conflits meurtriers. Une intervention croissante, à la fois courageuse, vigoureuse et rigoureuse, dans les débats sur l'avenir du Canada aboutissant à un petit livre qui, au-delà de ce problème, posait, avec cette même combinaison de confiance dans les pouvoirs de persuasion du raisonnement, de forme calme et nuancée et de fond implacable et sans concessions, la question des rapports entre nationalisme et démocratie. Enfin, ce livre sur les guerres

civiles, qui a les dimensions d'un élégant essai à la française sans la poudre aux yeux, la densité d'un traité à l'allemande sans la lourdeur, la richesse empirique d'une enquête à l'américaine sans la platitude.

Par rapport à l'immense littérature consacrée à ce phénomène, ce livre émerge, sans fanfare, avec une sorte d'aisance souveraine, à la fois comme la meilleure synthèse des données existantes et comme l'essai le plus original et le plus pénétrant. Comme Raymond Aron, Derriennic sait regarder en face la violence et le mal en évitant à la fois de céder à leur fascination en se laissant emporter par le vertige du romantisme ou par celui du prophétisme apocalyptique, et de les banaliser sous couleur d'objectivité scientifique. Comme lui, aussi, il sait allier la concision et la précision, les nuances et la fermeté. C'est que, d'une part, il multiplie les distinctions conceptuelles fondées empiriquement, comme entre les guerres civiles partisans, socio-économiques et identitaires, et que, d'autre part, il retrouve à merveille la discipline si rarement suivie, qui reste le principal enseignement du maître commun de nos jeunessees respectives : distinguer entre ce qui est démontré, ce qui est probable, et ce qui est possible, ou entre ce qui est peu vraisemblable et ce qui est contradictoire. Cela donne des phrases comme « Les guerres deviennent moins fréquentes et plus graves », ou « Les États modernes font baisser la criminalité et diminuer le risque de guerre civile, mais ils font augmenter un peu la gravité des guerres interétatiques ». Chaque mot y est important et y concentre des développements parfois trop brefs mais toujours substantiels et rigoureux.

Parfois, certaines formulations à la fois paradoxales et limpides font penser à Tocqueville. Ainsi : « Peut-être l'avenir sera-t-il fait surtout de sociétés où la multiplication des conflits identitaires sans règlement possible rendra les États de plus en plus difficiles à gouverner, tout en les empêchant de tomber dans la guerre civile », ou encore : « Les sociétés coloniales où les inégalités raciales sont les plus marquées sont celles qui ont eu les métropoles les plus démocratiques. »

Ces exemples devraient suffire à encourager à la lecture de cet ouvrage à la fois dense et accessible et donc nous dispenser d'énumérer les analyses conceptuelles (par exemple sur la notion d'identité collective, sur les forces et les faiblesses du fédéralisme ou sur les fondements et les limites du droit à la sécession) ou les thèses empiriques ou polémiques (par exemple la réfutation de l'idée d'un accroissement général de la violence ou de celle d'une somme constante de violence se transmettant

mécaniquement entre l'extérieur et l'intérieur par un système de vases communicants). Je voudrais simplement, à l'intérieur d'un accord presque complet, indiquer des nuances peut-être dues simplement à une différence de tempérament.

Je crois, comme Jean-Pierre Derriennic dont c'est l'un des grands thèmes, à l'importance des médiations institutionnelles par les États et par leur coopération. Je crois, comme lui et comme Norbert Elias, que les progrès de la civilisation diminuent la violence quotidienne et que les progrès de l'alphabétisation donnent de meilleures armes aux individus contre l'endoctrinement religieux ou idéologique. J'adhère à sa belle dernière phrase : « Le progrès n'est jamais une certitude mais il est une possibilité, donc une ambition raisonnable. » Je crois, comme lui, selon la formule qu'il emploie plusieurs fois, qu'il n'est pas interdit d'être optimiste. Mais j'avoue que j'ai plus de mal à l'être que lui. Sans rien exclure, je crois très peu probable que, comme le dit son avant-dernière phrase, « Les États démocratiques peuvent apprendre en quelques dizaines d'années, par essais et erreurs, comment contrôler les guerres civiles presque aussi efficacement que les guerres interétatiques ». J'ai peur qu'il ne sous-estime quelque peu le jeu des passions collectives comme la haine, la peur, et surtout l'humiliation et l'envie, et les possibilités que la technique d'aujourd'hui et surtout celle de demain offrent à ceux qui veulent les manipuler. J'ai peur qu'il ne sous-estime les nouvelles possibilités de destruction offertes à de petits groupes de fanatiques et, inversement, qu'il ne surestime, dans son dernier chapitre, la cohérence et l'efficacité de la société internationale. Je sais bien, comme il nous le rappelle, qu'il ne faut pas confondre variations conjoncturelles et mouvements de fond, mais j'écris cette préface à un moment où le repli des sociétés développées sur la sphère du privé et celui des principaux États sur une conception étroite de l'intérêt national ou sur un kissingerisme à la petite semaine, semblent l'emporter. Bref, comme Raymond Aron et comme Jean-Pierre Derriennic, je pense qu'il faut croire à la possibilité de la raison tout en reconnaissant ses limites, mais j'insisterais plus sur ces dernières que l'un et que l'autre. D'autre part, si j'adhère au volontarisme de Derriennic qui distingue sa conclusion de celle du magnum opus de Raymond Aron, je rejoindrais davantage pour l'avenir le relatif agnosticisme du second que le relatif optimisme du premier.

En tout cas, puisque tout au long de cette préface j'ai été amené à évoquer Raymond Aron, je voudrais conclure en affirmant que l'essai de Jean-

Pierre Derriennic est certainement le meilleur livre en français sur les guerres civiles et probablement le meilleur sur les guerres, depuis Paix et guerre entre les nations.

Introduction

Les guerres civiles sont des conflits violents qui opposent entre eux des concitoyens, alors que les soldats des guerres interétatiques sont des étrangers les uns pour les autres. La distinction entre ces deux types de guerre est possible dans les sociétés où les limites des groupements politiques sont bien définies, c'est pourquoi la notion de « guerre civile » (*bellum civile*) nous vient de la Rome républicaine, où les notions de souveraineté et de citoyenneté étaient plus claires que partout ailleurs avant l'époque moderne^[1].

Une guerre est un conflit violent entre des groupes organisés. Un conflit est une relation entre plusieurs personnes ou plusieurs groupes qui poursuivent des buts incompatibles^[2]. La violence, tuer, blesser, prendre des biens de force ou les détruire, fait partie des moyens qui peuvent être utilisés pour tenter de prévaloir sur quelqu'un avec qui on est en conflit. Mais elle n'est pas le seul de ces moyens, et de nombreux conflits ne deviennent jamais violents. Ne sont des guerres ni les conflits même violents entre des individus ou des petits groupes, ni les conflits entre des groupes nombreux et organisés où la violence n'est pas utilisée. L'expression célèbre de Hobbes, « la guerre de tous contre tous^[3] », n'est donc pas très heureuse : le propre de la guerre est d'être une violence organisée, une situation où chacun peut savoir assez bien avec qui la violence est possible et avec qui elle est très improbable. De nombreuses utilisations courantes du mot « guerre », pour parler de conflits organisés dont la violence est absente, « guerre des nerfs » ou « guerre des prix », ne sont que métaphoriques.

La violence organisée peut s'exercer selon trois modalités : la répression, qui est la violence des dominants contre les dominés ; l'insurrection, qui est la violence des dominés contre les dominants ; et la guerre, qui est la violence organisée entre égaux^[4]. Que la notion de « guerre » implique une égalité de statut entre adversaires correspond assez bien à la réalité des guerres interétatiques, même si certaines d'entre elles s'en éloignent

nettement. Ce type de symétrie est plus rare dans les guerres civiles, qui ont souvent la forme d'un affrontement entre une violence insurrectionnelle organisée et une violence répressive organisée. Parfois, l'institutionnalisation des adversaires permet à la guerre civile d'acquérir une symétrie proche de celle qu'on observe dans certaines guerres interétatiques. Il n'est ni obligatoire ni utile de réserver l'appellation de « guerre civile » à ces situations assez exceptionnelles^[5].

La guerre est une activité typiquement humaine. Elle est le fait d'un être rationnel, physique et social : rationnel, donc capable de concevoir des buts à ses actions et d'entrer en conflit avec ses semblables pour des enjeux très divers ; physique, donc capable d'exercer et de subir la violence ; social, donc capable de coopération et d'organisation, sans quoi la violence resterait individuelle et dispersée. L'importance des guerres dans les sociétés humaines tient largement à trois faits élémentaires : les humains attachent une valeur très grande à certains des buts qu'ils poursuivent ; ils sont capables de calcul stratégique, c'est-à-dire de choisir les moyens qui leur semblent les plus efficaces pour atteindre leurs buts et pour déjouer les manœuvres de leurs adversaires ; et ils sont capables d'anticiper l'avenir afin de se prémunir contre toutes les menaces imaginables^[6]. Des phénomènes comme la panique et la colère sont parfois à l'origine d'actes violents individuels et peuvent aider à comprendre les réactions de certaines personnes face à la violence, mais, plus celle-ci est collective et organisée, moins il est possible de l'expliquer de cette façon. Il faut alors l'analyser comme le résultat, souvent non intentionnel, de l'interaction entre des conduites qui sont assez largement rationnelles.

Ce parti pris rationaliste doit être accompagné de deux réserves ou précisions. La première est la notion d'« effet pervers », fondamentale en sociologie : l'interaction de plusieurs décisions rationnelles peut, dans certaines situations, donner des résultats imprévus qui semblent irrationnels à tous ceux qui ont pris ces décisions^[7]. Pour comprendre la genèse d'un événement qui nous semble catastrophique ou absurde, il faut donc partir de l'idée que ceux qui l'ont produit par leurs décisions s'efforçaient probablement d'agir rationnellement. Les effets pervers ne sont pas les seules causes possibles des guerres interétatiques ou civiles, mais ils doivent évidemment avoir une place importante dans l'explication de certaines d'entre elles.

La seconde précision est que le parti pris rationaliste de l'analyse sociologique doit sans doute être compris comme plus pragmatique

qu'empirique. On ne peut jamais savoir quelle est, au fond, la part de la claire raison et celle des sombres passions dans les motivations des individus particuliers. Mais on peut supposer que pour éviter ou limiter les catastrophes, il vaut mieux tenter de contrôler les passions par la raison plutôt que de tenter de leur opposer d'autres passions. Même si on croit que dans certaines situations politiques les fous dirigent les sages, c'est la conduite des sages qu'il faut changer pour éviter ou limiter les catastrophes, car c'est sur elle qu'il est possible d'agir. Par conséquent, si une sociologie procédant d'un parti pris rationaliste ne peut élucider qu'une part de la réalité, cette part est celle qu'il est le plus utile de connaître.

Au cours de l'histoire, il y a eu des guerres entre des groupes très divers, et pas seulement entre des États tels que nous les connaissons aujourd'hui : guerres de tribus, guerres de clans, guerres de sectes religieuses, guerres de seigneurs féodaux, qui n'étaient ni des guerres interétatiques ni des guerres civiles. Celles-ci deviennent les deux formes principales de l'activité belliqueuse dans les sociétés organisées en États.

Les États modernes diffèrent des autres formes d'organisation politique par deux traits fondamentaux : l'autorité y est institutionnelle plutôt que personnelle, et elle est souveraine, c'est-à-dire qu'elle revendique le droit exclusif d'utiliser la force sur un territoire donné^[8]. Les États souverains apparaissent en Occident vers le XVI^e siècle et sont considérés, au XXI^e siècle, comme la forme normale d'organisation politique des sociétés. Cependant, même à l'époque moderne, il y a eu des guerres qui n'étaient ni interétatiques ni civiles. Ce fut le cas, par exemple, de la plupart des guerres de conquête coloniale, puisque les peuples conquis n'étaient généralement pas organisés en États.

Comme toutes les autres distinctions conceptuelles servant à analyser les phénomènes sociaux, la distinction entre guerres interétatiques et guerres civiles correspond à des catégories analytiques et non à des situations parfaitement séparées dans la réalité. Certaines guerres sont presque purement interétatiques et certaines sont presque purement civiles. Certains conflits occupent une position intermédiaire entre ces deux catégories, et peuvent être classés dans l'une ou l'autre selon la validité juridique, et ultimement morale, que l'on reconnaît à une souveraineté contestée, comme dans le cas des guerres de décolonisation^[9]. Et certaines guerres sont des mélanges complexes de conflits armés civils et interétatiques. La fréquence de ces situations complexes dans la deuxième moitié du XXI^e siècle a conduit certains observateurs à conclure que les distinctions

entre politique intérieure et politique internationale, ou entre guerre civile et guerre interétatique, ont perdu leur pertinence^[10].

Il faut certainement éviter d'étudier les guerres civiles et les guerres interétatiques comme des phénomènes entièrement séparés et sans rapport entre eux. Les guerres civiles correspondent, par définition, à des situations où la souveraineté d'un État est contestée ou brisée. C'est pourquoi il est sans doute moins difficile de trouver des exemples de guerre interétatique n'ayant presque aucun aspect de guerre civile, comme entre la France et l'Allemagne entre 1914 et 1918, que des exemples de guerre civile n'ayant aucun aspect interétatique. Une réflexion générale sur les guerres civiles doit donc aborder la question de la contagion de celles-ci : quels sont les facteurs qui rendent plus ou moins probable l'extension d'une guerre en dehors du pays où elle a commencé, ou qui peuvent inciter d'autres États à y intervenir ?

Les conflits armés complexes, qui sont en même temps des guerres interétatiques multiples et des guerres civiles multiples, ne sont pas un phénomène nouveau. La guerre de Trente Ans, les guerres de la Révolution française et la seconde guerre mondiale avaient déjà ce caractère. Mais, pour analyser ce qui fait la spécificité de ces conflits complexes, la distinction entre la notion de guerre interétatique et la notion de guerre civile reste utile, sinon indispensable. La seconde guerre mondiale a des aspects de guerre civile pour les Français et les Chinois ; elle reste purement interétatique pour les Britanniques. Cette différence s'explique en partie par des facteurs internes, les types de conflits politiques qui existaient dans les trois pays avant le début de la guerre interétatique, et en partie par le déroulement de celle-ci, le fait que les territoires de la France et de la Chine ont été envahis et que celui de la Grande-Bretagne ne l'a pas été. Plus récemment, les interventions internationales en Bosnie et au Kosovo ont des similitudes et des différences, qui s'expliquent en partie par le fait que la seconde a été influencée par l'expérience acquise lors de la première, et en partie par le fait que la Bosnie a été reconnue, après hésitations, comme un État souverain légitime, alors que le Kosovo n'a pas, ou pas encore, obtenu cette reconnaissance. Je ne vois pas comment on peut analyser les situations complexes sans utiliser ces distinctions conceptuelles, même si celles-ci ne correspondent pas à des objets séparés ou séparables dans la réalité^[11].

La distinction entre guerres interétatiques et guerres civiles repose sur la nature et la structure des groupes en conflit. Dans les premières, les

combattants sont organisés en États, dans les secondes ils ne le sont pas. En restant dans la même perspective, celle de la nature et de la structure des groupes en conflit, on peut distinguer trois grands types de conflits qui peuvent être à l'origine de guerres civiles : les conflits entre des groupes partisans, auxquels on adhère par un choix individuel ; les conflits entre des groupes socio-économiques, définis par la position de leurs membres dans la division du travail et la répartition de la richesse ; les conflits entre groupes identitaires, auxquels on appartient par la naissance et dont il est impossible ou très difficile de changer. Pour faire bref, dans les pages qui suivent, on parlera de guerres partisans, socio-économiques ou identitaires.

Comme la distinction entre guerres civiles et interétatiques, celle qui vient d'être proposée ici entre trois types de conflits, selon les types de groupes en conflit, correspond à des catégories analytiques ou à des types idéaux. Les situations réelles sont des mélanges complexes entre les types purs. Mais ces derniers sont utiles pour analyser cette complexité. Dans beaucoup de cas, l'un des types est dominant : certaines guerres civiles correspondent à des conflits plus partisans que socio-économiques ou identitaires, d'autres à des conflits plus socio-économiques ou plus identitaires. Comme ce livre tentera de le montrer, le fait qu'une guerre civile appartienne plutôt à un type qu'à un autre aide à comprendre son déclenchement, son déroulement, son extension et son résultat. L'utilisation de catégories analytiques simples permet de procéder à des comparaisons entre des situations complexes très diverses afin de mettre en évidence des régularités.

Cela oblige à faire dès maintenant une mise au point. Pour mettre en évidence l'existence d'une relation régulière entre un certain type de situation et un certain type de conséquence, il faut utiliser des exemples historiques, et ceux-ci semblent toujours abusivement simplifiés à ceux qui les connaissent bien. En effet, si un événement ou une série d'événements particuliers peuvent servir à illustrer l'existence d'une régularité sociologique, celle-ci n'en constitue jamais une explication complète ou suffisante. Elle est seulement un élément d'une explication complexe qui, pour être minimalement satisfaisante, nécessite qu'on fasse appel à plusieurs autres propositions sociologiques générales et à un grand nombre d'événements et de faits particuliers. Pour cette raison, il est toujours possible de trouver une situation empirique qui semble démentir presque n'importe quelle généralisation. Un énoncé général doit donc être compris

comme la description d'une tendance, ayant la forme suivante : la présence de tel fait augmente (ou diminue) la probabilité de tel résultat ; celui-ci peut cependant être annulé ou inversé par d'autres faits ayant sur lui une influence de sens contraire^[12]. Les exceptions à nos généralisations ne sont donc pas toujours des réfutations de celles-ci. Mais elles ne doivent pas non plus être acceptées avec résignation. Les exceptions ne confirment pas les règles. Elles sont des invitations à aller plus loin dans l'exploration des situations particulières et dans la prise en compte de la complexité des interactions sociales.

La distinction entre guerres partisans, guerres socio-économiques et guerres identitaires n'est certainement pas le seul point de départ possible pour étudier les guerres civiles. Mais c'est sans doute un point de départ utile. Pour analyser les guerres interétatiques, on tient compte de la nature et de la structure des États qui s'affrontent : les guerres des monarchies absolues diffèrent beaucoup dans leurs enjeux, leur déroulement et leurs conséquences de celles des nations plus ou moins démocratiques. De la même façon, la nature des groupes qui s'affrontent dans une guerre civile, c'est-à-dire le type de lien qui unit entre eux les membres de ces groupes, détermine dans une large mesure les buts qu'ils poursuivent, les ressources auxquelles ils ont accès, et les méthodes qu'ils ont tendance à utiliser. Les trois premiers chapitres de ce livre décriront les trois types qui se combinent entre eux dans les guerres civiles complexes : les conflits partisans, les conflits socio-économiques et les conflits identitaires.

La probabilité que ces trois types de conflit deviennent violents dépend aussi des conditions matérielles de vie des personnes et de leurs croyances, notamment de leur attitude envers la mort. Ce sont des données sociales assez stables, qui changent lentement et font que la violence, les guerres interétatiques et les guerres civiles sont plus probables dans certaines sociétés que dans d'autres. Cette probabilité dépend aussi des institutions étatiques, qui n'ont pas partout la même efficacité pour contrôler les conflits et les empêcher de devenir violents. Les chapitres 4, 5 et 6 porteront sur les principaux facteurs sociaux et institutionnels qui contribuent à rendre les guerres civiles plus ou moins probables et plus ou moins meurtrières.

Depuis 1945, les guerres civiles ont été assez fréquentes et ont fait beaucoup plus de victimes que les guerres interétatiques^[13]. Ce fait est souvent attribué à la situation exceptionnelle produite par la guerre froide. Il faut sans doute éviter de surestimer l'influence de celle-ci. Même pendant

la période extrêmement belliqueuse qui va de 1914 à 1945, les guerres civiles ont fait au moins autant de victimes que les guerres interétatiques, si on additionne les conséquences des conflits qui ont eu lieu au Mexique, en Russie, en Chine, en Espagne et les phénomènes de guerre civile qui ont accompagné, dans de nombreux pays, la seconde guerre mondiale. Pendant le siècle de guerres limitées qui va de 1815 à 1914, les deux conflits armés qui ont fait le plus de victimes sont la révolte Taiping en Chine et la guerre de Sécession aux États-Unis. La plus meurtrière des guerres interétatiques de cette période, la guerre de Crimée, en a fait nettement moins que la seconde et beaucoup moins que la première^[14]. Si on remonte plus loin dans le temps, les données deviennent plus incertaines, mais elles suggèrent le même type de conclusion^[15].

Si les guerres civiles apparaissent aujourd'hui comme la forme de violence politique la plus meurtrière, ce n'est donc certainement pas à cause de l'intensité nouvelle du phénomène, mais plus probablement à cause du déclin relatif d'une autre forme de violence organisée, les guerres interétatiques. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, les hommes semblent être devenus plus prudents face au danger de guerre, et la société internationale moins inefficace pour les éviter ou les limiter. Dans le dernier chapitre, nous verrons pourquoi, même s'il est plus difficile de contrôler les guerres civiles que les guerres interétatiques, la société internationale est peut-être en train de commencer à apprendre comment il faut intervenir dans une guerre civile pour la limiter ou y mettre fin.

Notes du chapitre

[1] Paul Jal, *La guerre civile à Rome. Étude littéraire et morale*, Paris, PUF, 1963, p. 10-11.

[2] Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 343.

[3] « War of every man against every man », *Leviathan*, chap. 13.

[4] Quincy Wright, *A Study of War*, Chicago, The University of Chicago Press, 1971, p. 8 et 685.

[5] Ma façon de voir diffère sur ce point de celle de Maurice Agulhon dans l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Clément Martin, *La guerre civile entre histoire et mémoire*, Nantes, Ouest-Éditions, 1995, p. 245. Il semble que ce soit une des traditions de la culture politique française de refuser de qualifier de « guerre civile » des conflits même très violents quand ils se produisent en France ; voir, par exemple, dans le même ouvrage, p. 59.

[6] Michael Howard, *The Causes of Wars*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1984, p. 14.

[7] Raymond Boudon, *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977.

[8] Max Weber, *Économie et société*, t. 1, Paris, Plon, 1971, p. 57.

[9] Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 326 ;

Jean-Baptiste Duroselle, *Tout empire périra. Théorie des relations inter-nationales*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 236.

[10] Stanley Hoffmann, *World Disorders. Troubled Peace in the Post-Cold War Era*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998, p. 9 ; Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de Sciences Po-Dalloz, 3e éd., 1999.

[11] « Méthodologiquement, on n'a très souvent que le choix entre des termes confus et des termes clairs, ceux-ci étant alors irréels et "idéaltypiques". Dans ce cas il faut, dans l'intérêt de la science, donner la préférence à ces derniers. » (Max Weber, *Économie et société*, t. 1, Paris, Plon, 1971, p. 19.)

[12] Ce que Raymond Boudon appelle des « cas déviants ». Voir *Le sens des valeurs*, Paris, PUF, 1999, p. 306.

[13] Kalevi J. Holsti, *Peace and War : Armed Conflicts and International Order 1648-1989*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 278 et 330.

[14] Les morts au combat de la guerre de Crimée ont atteint le nombre de 264 000. Voir J. David Singer, Melvin Small, *The Wages of War 1816-1965. A Statistical Handbook*, New York, Wiley, 1972, p. 61. La guerre civile américaine a fait 620 000 morts dans un pays de 30 millions d'habitants. Dans une Chine d'environ 400 millions d'habitants, la révolte Taiping et sa répression ont fait 20 millions de morts, peut-être beaucoup plus. Voir Colin Mc Evedy, Richard Jones, *Atlas of World Population History*, New York, Penguin Books, 1978, p. 288 et 173, et Jen Yu-Wen, *The Taiping Revolutionary Movement*, New Haven, Yale University Press, 1973, p. 8.

[15] Quincy Wright, *A Study of War*, Chicago, The University of Chicago Press, 1971, p. 247, 639, 640, 651.

Chapitre 1. Les guerres partisans

Les guerres civiles partisans sont celles où s'opposent des groupes auxquels il est possible d'adhérer et qu'il est possible de quitter par une décision individuelle. On y participe en *prenant parti*, d'où leur nom. La décision individuelle d'adhérer à un parti en guerre n'est pas toujours libre, elle est parfois dictée par la peur ou purement et simplement imposée par la force : dans les guerres civiles comme dans les guerres interétatiques, nombre de soldats ne sont pas volontaires mais conscrits. Le caractère distinctif de la guerre partisane n'est pas que tous les combattants y sont entièrement libres, mais que les limites des groupes en lutte les uns contre les autres peuvent être modifiées en cours de conflit par des décisions individuelles. Pour cette raison, les guerres partisans sont les guerres civiles les plus différentes des guerres interétatiques, où les individus n'ont normalement ni le droit ni la possibilité de choisir leur camp. Les guerres partisans sont celles qui dressent le frère contre le frère et le voisin contre le voisin. On les considère parfois comme les seules *vraies* guerres civiles.

C'est une façon de voir excessive, mais toutes les guerres civiles ont un aspect partisan. Il se trouve toujours des individus qui refusent d'être solidaires du groupe identitaire ou socioéconomique auquel ils semblent appartenir naturellement. Et, à l'intérieur de ces groupes, il existe toujours un conflit, au moins potentiel, entre ceux qui acceptent volontiers d'utiliser la violence et ceux qui préféreraient l'éviter. Cette opposition entre radicaux et modérés correspond généralement davantage à des choix individuels qu'à des déterminations sociales contraignantes.

Les motivations des personnes qui participent à une entreprise collective sont toujours diverses et complexes. Pour comprendre la dynamique d'un mouvement politique, il ne faut pas faire la supposition que tous ses membres partagent les mêmes motivations, et que celles-ci correspondent exactement aux intentions déclarées de leurs dirigeants^[1]. Ces motivations peuvent être très diverses ; elles dépendent de calculs d'intérêt, de convictions morales ou idéologiques, du hasard des relations

interpersonnelles. Pour qu'un mouvement ait un minimum de cohérence dans l'action, il faut et il suffit que ces motivations puissent s'agréger entre elles d'une façon ou d'une autre. Les dirigeants sont engagés dans plusieurs jeux stratégiques simultanés, contre les ennemis principaux du mouvement, contre leurs alliés au sein de celui-ci, qui sont aussi des rivaux, et contre la masse de leurs partisans, qui doivent être convaincus, manipulés ou même menacés. Ces derniers, individuellement ou en petits groupes, occupent aussi des situations stratégiques diverses, dont il faut tenir compte pour comprendre leurs propres actions, leur soumission aux dirigeants ou leur dissidence. La diversité des choix individuels est rarement capable de faire exister de grands groupes assez cohérents pour s'engager dans une guerre. Pour qu'un conflit de type partisan devienne une guerre civile, il n'est pas nécessaire que les choix d'un grand nombre d'individus deviennent identiques, mais il faut qu'ils soient orientés dans la même direction par une idéologie puissante.

Dans une guerre, la possibilité pour les combattants de choisir leur camp et d'en changer crée deux difficultés pour les groupes en conflit. Comment une organisation armée capable d'utiliser la violence contre ses ennemis pourrait-elle s'abstenir de le faire aussi contre ses propres membres pour les empêcher de passer à l'ennemi ? Et comment peut-on combattre efficacement des ennemis et chercher à les tuer, tout en préservant la possibilité de les convertir et d'en faire des alliés ? Si les hommes étaient entièrement rationnels dans leurs actions, cela aurait un effet modérateur de la violence, puisqu'il est possible de convertir l'ennemi et que cela peut être plus avantageux que de l'anéantir. C'est pourquoi, d'ailleurs, les conflits idéologiques restent souvent non violents ou peu violents et ne dégénèrent pas facilement en guerres civiles.

Mais, quand un conflit idéologique devient quand même violent, la possibilité des conversions et des trahisons a souvent l'effet d'inciter les partis en conflit au radicalisme idéologique, afin de contrer cette tendance à la modération qui menace leur cohésion. On a là un cas d'ambiguïté des déterminations sociales, dont nous rencontrerons plusieurs autres exemples dans ce livre : ce qui produit un certain type d'effet dans un contexte donné peut produire l'effet inverse dans un contexte différent. Tant que les conflits partisans ne sont pas violents, la liberté des individus favorise la modération et les compromis ; quand ils deviennent violents, elle rend nécessaire l'extrémisme idéologique.

La violence organisée et la liberté individuelle sont très difficilement